

Texte proposé par le secrétariat CAA du jeudi 26 septembre 2024

Cette première CA de l'année se tient dans un contexte particulièrement préoccupant, qu'il s'agisse de la situation internationale, de la situation politique en France et enfin de la situation de notre Ecole. Dans ce contexte, le syndicat majoritaire que nous représentons a un rôle à jouer, dont celui d'informer, expliquer et d'ouvrir le chemin de la mobilisation chaque fois que cela est possible.

Au niveau international, la guerre menée par la Russie de Poutine contre l'Ukraine n'en finit pas. Nous découvrons au fil des mois les supplices et autres tortures que subissent les prisonnier.es ukrainien.nes, le sort terrible des populations. Depuis un an maintenant, la guerre fait rage au Moyen-Orient : la population de Gaza subit les assauts de l'armée israélienne et Gaza est devenue un champ de ruines où même les écoles ne sont pas préservées. Depuis quelques jours, la guerre s'étend au Liban et le risque est grand de voir le conflit qui oppose Israël au Hezbollah s'étendre à toute la région. Le droit international est bafoué du fait aussi des tergiversations de la communauté internationale. La cour internationale de justice parle de risques plausibles de génocide à Gaza et la conseillère spéciale pour la prévention du génocide de l'ONU s'inquiète de la dégradation au Soudan. Notre société s'en ressent qui voit se développer des actes d'antisémitisme, de xénophobie de toutes sortes. Le SNES avec la FSU doit bien sûr dénoncer ces actes et prendre toute sa place dans les marches pour la paix.

Au niveau politique, notre démocratie sort profondément abimée d'une séquence où le président Macron a fait preuve d'un cynisme irresponsable. Après avoir dissout l'Assemblée, invoqué sa confiance dans le vote du peuple, il a nié ce vote et méprisé ce même peuple qui venait d'infliger à sa politique un sévère revers, en tergiversant des semaines, avant de nommer en la personne de Michel Barnier un premier Ministre issu des LR, soit du parti arrivé en cinquième position aux législatives. Faisant fi du « front républicain », pourtant très large, qui a empêché l'arrivée de l'extrême droite à la tête du pays, refusant sa défaite et piétinant la démocratie avec les conséquences à redouter en termes de vote des citoyen·nes, E. Macron met un coup de barre à droite et replace le RN, rejeté dans les urnes, en position d'arbitre. Les dernières heures le montrent assez nettement, quand le RN arbitre la cacophonie des membres du gouvernement ou fait clairement peser la menace de la motion de censure. La faute politique est grave pour celui qui favorise ainsi davantage encore les idées de l'extrême-droite, piétine le verdict des urnes après avoir largement piétiné la démocratie sociale. Que l'on se souvienne de l'usage abusif du 49-3 dans l'ancienne Assemblée et de la surdité du pouvoir macroniste devant l'ampleur des manifestations contre la loi retraites par exemple. Une crise institutionnelle et politique s'est ouverte, aucun groupe parlementaire n'ayant la majorité absolue ; ce qui peut laisser planer le spectre, sinon d'un blocage, à tout le moins d'une forme d'instabilité. Les premières heures du gouvernement Barnier sont ici significatives.

Les vieilles antiennes de la droite resurgissent : baisse des dépenses publiques pour « renflouer la dette », stigmatisation des travailleurs et travailleuses qui abuseraient d'arrêts maladie, remise en cause de l'AME et de la protection sociale, stigmatisation des immigré·es et appel à l'ordre dont B Retailleau s'est fait le sinistre garant. Il est clair au casting de ce nouveau gouvernement et aux discours persistants dont on nous serine sur la dette que le salariat, les actifs, les retraité·es, les précaires, les services publics, la Fonction publique et l'Éducation, en particulier, vont faire l'objet, une nouvelle fois, de mesures austéritaires, de coupes budgétaires et de réformes réactionnaires, sans aucune rupture avec les politiques néo-libérales menées ces dernières années.

La nomination de Annie Genevard au ministère de l'Agriculture défensive des néonicotinoïdes, des OGM nous fait craindre un nouveau recul net sur les questions environnementales.

Dans ce contexte, le mouvement syndical et le SNES-FSU en particulier, a pris ses responsabilités en participant largement à diffuser et faire gagner le programme du NFP, à faire battre le Rassemblement national dans les urnes. La mobilisation n'aura pas tout à fait suffi mais elle doit être saluée et poursuivie. Il nous faut aujourd'hui, dans le périmètre du syndicalisme, jouer

pleinement notre rôle de garant de la démocratie et en premier lieu de la démocratie sociale, combattre pas à pas la montée de l'extrême-droite. Nous devons en cette rentrée 2024 et dès le 1^{er} octobre imposer nos revendications par la mobilisation : abrogation de la réforme des retraites, davantage de moyens pour les services publics, augmentation des salaires et des pensions et, pour la Fonction publique, augmentation de 15% de la valeur du point d'indice, abrogation des mesures « choc des savoirs » dans l'Éducation.

Parce que notre École est à un point de bascule... La crise d'attractivité perdure et, comme notre enquête de rentrée l'a montré, il manque des enseignant.es quasiment partout et dans toutes les disciplines. Plus largement, il manque des personnels de toutes catégories pour mener correctement nos missions, qu'il s'agisse de l'école inclusive, de prise en charge de la santé mentale de nos jeunes etc. On observera qu'il manque aussi de personnels d'encadrement en nombre ; signe que notre institution va mal. La question des salaires et des carrières doit donc être posée urgemment. Nous devons exiger une revalorisation sans contrepartie de nos salaires mais aussi une amélioration conséquente de nos conditions de travail : faire que cessent, par exemple, les menaces qui pèsent sans cesse sur le métier de PsyEN, la maltraitance que subissent les AESH ; exiger une entrée dans le métier pour les stagiaires qui soit plus progressive et ne les condamne pas à errer sur les routes pour rejoindre leurs lieux de formation ; faire la transparence sur les affectations des TZR et des non titulaires alors qu'un tournant semble se faire qui crée beaucoup d'amertume chez les un.es et les autres ; exiger l'abrogation de la réforme du « choc des savoirs » qui au tri social qu'elle porte ajoute la pénibilité des emplois du temps, la mise en concurrence des disciplines au collège, comme elle s'est faite déjà au lycée ; exiger le respect de notre métier, de notre expertise contre la logique du remplacement à tout-va. Le SNES FSU continuera à porter les questions de santé au travail.

Il est difficile d'estimer à cette heure la réalité du déploiement des groupes de niveaux dans notre académie. Un des problèmes étant d'ailleurs qu'ici comme à propos d'autres réformes, le local prend le pas sur le national. Il faudra veiller à ce que les équipes qui auront fait le choix de groupes hétérogènes, sans rotation de calendrier, ne subissent pas de pressions. Il faudra prochainement montrer que ce choix idéologique n'est pas tenable – ne serait-ce que parce qu'il manque trop d'enseignant.es de Lettres, ne serait-ce que parce qu'il faudrait renoncer à telle option par exemple pour avoir les moyens de ces groupes- et exiger l'abrogation de cette réforme Attal. Il faut montrer la gabegie des classes Prépa seconde qui, fort heureusement, n'ont pas trouvé leur public dans notre académie. Il faut exiger que le DNB ne soit pas un couperet. Il faut continuer à exiger les allègements de programmes en lycée, exiger l'abrogation de Parcoursup et de sa logique couperet qui suscite tant d'incompréhension, de concurrence et de mal-être chez nos élèves.

Notre École manque cruellement de moyens pour faire réussir tou.tes les élèves qui nous sont confiés. Des enquêtes récentes ont pourtant montré que Régions et rectorats n'étaient pas avares lorsqu'il s'agissait de servir le privé. Cette logique est intolérable quand on sait à quel point le privé, y compris dans certains établissements de notre académie, pratique l'entre-soi, la ségrégation sociale et scolaire. Nous exigerons dans les instances les éléments d'information et de transparence qui nous manquent jusqu'ici. D'ores et déjà la FSU Nouvelle-Aquitaine a été à l'initiative d'un courrier intersyndical en direction du président Rousset, pour dénoncer les moyens mis à disposition du privé par la Région, au-delà des obligations réglementaires. Même s'il n'est pas aussi fort dans notre académie que dans d'autres académies, il est clair que le privé se renforce des fragilités auxquelles on condamne l'école publique.

La baisse drastique du nombre d'élèves à l'entrée en seconde générale et technologique, et bien au-delà des éléments démographiques, doit nous interroger. Nous le ferons à la lumière des documents qui nous seront donnés lors des prochaines instances. Mais d'ores et déjà, les scénarii avancés par le récent rapport de l'Inspection générale des finances et de l'Inspection générale de l'Éducation, sur commande de Matignon, avancent tous vers la suppression massive de classes et la fermeture d'écoles et de collèges (jusqu'à 2 359 classes dans le premier degré et 1 400 en collège pourraient être supprimées. 1 800 ETP seraient menacés en lycée. 1 925 écoles et 33 collèges pourraient être fermés. Aucune académie n'est épargnée pas plus que l'éducation prioritaire). Les Deux-Sèvres ont

connu une fermeture de collègue l'an dernier ; demain il se pourrait que ce soit au tour de la Charente de voir son territoire amputé.

La mission d'éducation et d'émancipation de l'École passe aussi par les projets, les actions pour lesquels des moyens transparents et pérennes doivent être accordés. Les heures supplémentaires effectives permettent cela. La menace qui pèse à cette rentrée sur ces heures est inacceptable. Il s'agit bien pour nos décideurs d'imposer le pacte, cet instrument de sape du statut, alors même que les parts de pacte ont considérablement diminué d'ailleurs et qu'elles sont priorisées en direction du RCD.

Dans ce contexte, la tâche et la responsabilité de notre syndicat sont lourdes d'autant que, énième marque de mépris à l'égard de la communauté éducative, la nomination d'Anne Genetet, sans expertise aucune, au poste de ministre de l'Éducation nationale, rime avec continuité avec la politique d'Attal, soutien au SNU gravement mis en cause pourtant par la Cour des comptes tout récemment. Quant à Alexandre Portier, à la réussite scolaire et à l'enseignement professionnel, son soutien à l'enseignement privé et au DNB obligatoire pour passer en Seconde, fait craindre la poursuite d'une logique de tri social et scolaire qui démantèlerait définitivement notre École publique. Que cette ministre- la 6ième en un peu plus de deux ans- parle « bonheur » lors de sa prise de fonction pourrait nous faire sourire tant le fossé avec la réalité du terrain est abyssale ici.

Actions :

Le SNES avec la FSU, la CGT et Solidaires mobilisera pour la réussite de la journée interprofessionnelles du mardi 1^{er} octobre, appel auquel les retraité.es ont décidé de se joindre aussi. Le SNES continuera d'apporter son soutien aux mobilisations en faveur de la paix et de la préservation de la planète dans un contexte d'urgence climatique.

En lien avec les organisations syndicales qui partagent nos valeurs, le SNES avec la FSU poursuivra la lutte contre les idées d'extrême-droite, les idées nauséabondes qui déjà émergent au gré des faits divers, un peu partout en Europe d'ailleurs. Le SNES-FSU poursuivra son œuvre de syndicat de transformation sociale si demain le gouvernement devait porter des mesures réactionnaires (racisme, sexisme, fin de vie, droits LGBTQIA+....)

Dans un contexte national et international où les droits des femmes sont la cible de forces conservatrices et réactionnaires, le SNES-FSU appelle à participer aux mobilisations du 28 septembre (journée internationale pour le droit à l'avortement), du 25 novembre (journée de lutte contre les VSS). Le procès de Mazan manifeste clairement la culture du viol qui traverse encore notre société. La gravité des crimes perpétrés, le courage de Gisèle Pélicot nous obligent à poursuivre la lutte contre les violences faites aux femmes, la lutte pour l'égalité femmes-hommes. Le SNES de Poitiers a mis en place un groupe de réflexion autour de ces questions. Deux journées de stages seront également proposées en janvier: la première à destination des commissaires paritaires et permanenciers, qui formera à repérer, à accueillir la parole des victimes ; la seconde journée, ouverte à tou.tes travaillera davantage la question de l'égalité femmes-hommes et des VSS. Les menaces réitérées sur le niveau de la dette donnent à penser que le budget de l'Éducation nationale ne sera pas « sanctuarisé » ; des coupes franches sont même à prévoir. Le SNES avec la FSU mènera campagne, par le biais d'HIS, avec du matériel fédéral, pour montrer que cette « dette » est le résultat de choix politiques qui ont contribué à assécher les recettes fiscales, qu'il existe des alternatives et d'autres choix économiques. Une journée « éducation » devra sans doute être envisagée, dans un cadre intersyndical le plus large possible, pour exiger l'abrogation des groupes de niveaux, du « choc des savoirs », des moyens pour nos collèges et lycées.

Au regard de la question salaires et carrières, le SNES poursuivra sa campagne contre le pacte, pour une revalorisation sans contrepartie. Il accompagnera, et comme toujours, les collègues dans leur parcours de carrière, par la formation syndicale en particulier, le suivi des carrières (recours PPCR, classe exceptionnelle...).

La force des luttes que nous mènerons demain dépendra de la force de notre syndicat : si la syndicalisation semble partir sur de bonnes bases cette année, il faudra rester vigilant.es et proposer l'adhésion

- aux collègues que l'on emmène en stages syndicaux, faire connaître l'offre conséquente et qualitative qui est la nôtre ;
- aux collègues que l'on rencontre dans les HIS de nos établissements , dans les INSPE où nous allons au devant des stagiaires
- aux collègues que nous rencontrons dans les visites d'établissements que nous menons en ce moment (distribution d'un « 4 pages » pour faire connaître le SNES-FSU)

Vote POUR à l'unanimité